



Sous-commission "Préparation du débat d'orientation avec rapport sur l'orientation politique ainsi que le cadre d'action en matière de climat et d'énergie" de la Commission de l'Economie et la Commission de l'Environnement

Procès-verbal de la réunion du 27 novembre 2014

Ordre du jour :

1. 6688 Débat d'orientation avec rapport sur l'orientation politique ainsi que le cadre d'action en matière de climat et d'énergie
- Prise d'une décision de principe concernant la coopération avec un bureau d'expertise
2. Divers
(*Organisation et déroulement des entrevues à Paris - Assemblée nationale / Sénat*)

*

Présents : M. Gérard Anzia, M. Frank Arndt, M. Félix Eischen, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. Henri Kox, M. Roger Negri, M. Marco Schank

M. Yves Cruchten, député (*observateur*)

M. Timon Oesch, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Eugène Berger, M. Justin Turpel

*

Présidence : M. Henri Kox, Président de la Commission

*

1. 6688 **Débat d'orientation avec rapport sur l'orientation politique ainsi que le cadre d'action en matière de climat et d'énergie**
- Prise d'une décision de principe concernant la coopération avec un bureau d'expertise

Monsieur le Président informe les membres de la sous-commission de la décision du Bureau de la Chambre des Députés permettant d'engager jusqu'à 50.000 euros pour recourir à des services d'experts afin d'alimenter le rapport à rédiger en vue du débat d'orientation.

En-dessous dudit plafond un appel d'offres public n'est pas nécessaire.

Renvoyant à la présentation en sous-commission des compétences de l' « Institut für ZukunftsEnergieSysteme (IZES) », un bureau d'experts de Sarrebruck qui aurait sa préférence, Monsieur le Président plaide, faute de propositions alternatives, à ce qu'il obtienne l'accord de la sous-commission pour engager une relation contractuelle avec cet institut.

Les tâches exactes du bureau d'experts restent à définir par la sous-commission. Cet exercice devra se faire avec précision et mesure afin de respecter le budget prédéfini tout en permettant d'aboutir à du concret (analyse d'avancées supplémentaires susceptibles d'être réalisées dans certains domaines).

Ainsi, la délégation de tâches plus intensives en termes d'heures de travail,¹ sans requérir une expertise particulière, comme l'organisation d'une audition publique, serait plutôt à éviter.

Débat :

Les questions et interventions des membres de la sous-commission permettent de préciser ce qui suit :

- ***Eviter de « faire double emploi ».*** Renvoyant aux compétences nationales en la matière et présentes au sein de l'appareil étatique, notamment au STATEC, un député souligne qu'il importe de vérifier au préalable quelles données ou quel savoir-faire particulier fait effectivement défaut à la sous-commission pour dresser son rapport. Il serait fâcheux d'employer l'argent public pour la confection d'analyses dont l'Etat dispose déjà ou de se faire vendre des données qu'une boîte privée a obtenues gratuitement d'instances publiques telles que le STATEC.

Monsieur le Président estime qu'il est évident que la sous-commission devra déléguer avec circonspection des tâches précises à ces experts externes, tout en se concertant étroitement avec le STATEC ;

- ***Documents de base.*** Notant que le IZES admet comme base pour ses travaux le deuxième plan d'action national « protection du climat » datant du 22 mai 2013 (PAN Climat 2) ainsi que « Luxembourg 2020 », le plan national pour une croissance intelligente, durable et inclusive (PNR),² le groupe CSV juge essentiel que l'IZES tient également compte des travaux à l'origine du PAN Climat 2. Il s'agit notamment du document de synthèse présenté début mai 2011 au Conseil de Gouvernement. Ce document a résulté des contributions de plusieurs groupes de travail mis en place dans le cadre du Partenariat pour la protection de l'environnement et du climat. Ce partenariat a visé à impliquer tous les acteurs concernés (Etat, communes, patronat, syndicats, ONG) afin de formuler un « paquet climat » luxembourgeois, un catalogue de mesures visant à atteindre l'objectif fixé dans le « Paquet européen du climat et

¹ Le coût d'une heure de travail d'un scientifique est facturé à 100 euros – voir l'annexe 1 jointe au présent procès-verbal.

² Voir page 2 de l'annexe 1

de l'énergie ». ³ Monsieur le Président concède qu'il s'agit effectivement d'un document utile qui devrait être consulté dans le présent contexte ;

- **Détecter du potentiel supplémentaire de réduction d'émissions CO₂.** Un intervenant juge évident que ce bureau, qui, compte tenu de ses références dans ce domaine politique, lui a fait « bonne impression », aura besoin d'une phase d'étude initiale pour prendre connaissance de la situation au Luxembourg et de ses mesures existantes ou envisagées de réduction de ses émissions CO₂. Il importe ainsi, d'une part, de mandater rapidement ce bureau, et d'autre part, que la sous-commission fixe avec précision, et ceci avant que ladite phase initiale arrive à son terme, la mission de ces experts. En effet, durant ladite phase de lancement une partie du maximum de 500 heures de travail disponibles sera déjà consommée. A son avis, la mission des experts doit consister dans l'indication de potentiels inexploités de réduction des émissions CO₂ qui sont imputées au Luxembourg ;
- **Croissance économique durable.** Le groupe *déi gréng* estime que la mission de ces experts devrait aller au-delà de la simple indication de pistes supplémentaires de réduction d'émissions de gaz à effet de serre, mais, de surcroît, montrer des pistes pouvant concilier croissance économique et préservation du milieu naturel. A leur avis, le modèle de croissance économique actuel impliquant une croissance incessante de la population, du salariat transfrontalier et des infrastructures afférentes ne peut continuer *in perpetuum*.

Il est donné à considérer que le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a déjà appelé la Chambre des Députés, dans le contexte du retrait de la procédure des projets de règlements grand-ducaux déclarant obligatoires les plans directeurs sectoriels, à discuter publiquement, et ce dès l'année prochaine, la vaste problématique de l'organisation du développement futur du pays ;

- **Première réunion avec l'IZES.** Plusieurs intervenants insistent à ce que la première réunion avec les experts de l'IZES ait lieu rapidement afin que soit lancée la phase d'analyse préalable et que la sous-commission puisse ensuite se charger de déterminer les tâches exactes à confier aux experts externes. Monsieur le Président propose de faire parvenir de suite les documents de base à l'IZES ;
- **Nécessité d'œuvrer dans le dialogue.** Une condition à l'acceptation par le groupe CSV de la façon de procéder qui vient d'être exposée est l'inclusion de la société civile. Les réflexions de ces experts devraient être menées en vue d'un débat plus large avec la société civile. Pour porter les fruits souhaités, pareilles politiques ne peuvent être décrétées d'en haut, même si elles se basent sur des réflexions d'experts, mais doivent trouver l'acceptation tout au moins d'une majorité de la population. Ceci d'autant plus s'il s'agira probablement de renforcer des mesures contraignantes existantes ou d'en implémenter de nouvelles. Monsieur le Président dit appuyer l'approche prônée par ce groupe politique.

Conclusion :

La sous-commission marque son accord à mandater le bureau d'études IZES d'appuyer ses travaux.

³ A savoir une réduction des émissions CO₂ de 20% à l'horizon 2020

2. Divers
(Organisation et déroulement des entrevues à Paris - Assemblée nationale / Sénat)

Monsieur le Président informe la sous-commission des réponses favorables obtenues à la fois de l'Assemblée nationale que du Sénat. Ceux-ci invitent la Chambre des Députés à entrer en contact avec leurs secrétariats respectifs afin d'organiser cet échange de travail.

En ce qui concerne les détails organisationnels, l'orateur prie l'assistance d'attendre les décisions afférentes qui seront prises par les membres du Bureau lors de leur prochaine réunion.

Luxembourg, le 10 décembre 2014

Le Secrétaire,
Timon Oesch

Le Président,
Henri Kox

Annexes :

- 1) « Angebot PA14_067 (Entwurf) Wissenschaftliche Begleitung des Unterausschusses zur Vorbereitung einer Orientierungsdebatte mit Bericht über die politischen Orientierungen und die gesetzlichen Rahmenbedingungen für eine Klimaschutz- und Energiestrategie Luxemburgs », 9pp ;
- 2) Réponses de S.E.M Claude Bartolone et de S.E.M. Gérard Larcher, 3pp ;
- 3) Décision du Bureau (extrait du procès-verbal de la réunion du 17 octobre 2014), 2pp.

IZES gGmbH Altenkesseler Str. 17 · D-66115 Saarbrücken

Chambre des Députés du
Grand-Duché de Luxembourg
23, rue du Marché-aux-Herbes

Akquise-Nr.: AI14_067
Kontakt: Eva Hauser
Tel: 0681/9762-840
Datum:

L-1728 Luxembourg

Angebot PA14_067 (Entwurf)

Wissenschaftliche Begleitung des Unterausschusses zur Vorbereitung einer Orientierungsdebatte mit Bericht über die politischen Orientierungen und die gesetzlichen Rahmenbedingungen für eine Klimaschutz- und Energiestrategie Luxemburgs

1 Aufgabenstellung und Ziele

Obwohl die Klimapolitik mit der weltweiten Wirtschaftskrise kurzzeitig aus dem Fokus des öffentlichen Interesses geraten ist, werden die Auswirkungen des anthropogenen Klimawandels auch in Europa immer deutlicher: Land- und Forstwirtschaft sowie der Weinbau müssen sich auf veränderte klimatische Bedingungen einstellen – extreme Wetterereignisse machen immer häufiger ganzen Landstrichen zu schaffen.

Im Zuge der europäischen Klimaschutz- und Energiestrategie 2020, mit einer 20% Reduktion der Treibhausgase gegenüber 1990, der Steigerung der erneuerbaren Energien auf 20% des Gesamtverbrauchs sowie der Erhöhung der Energieeffizienz um 20%, wurden für Luxemburg folgende Ziele bis 2020 festgehalten:

- 20 % Reduktion der Treibhausgase gegenüber 2005 (ohne ETS)
- 11% erneuerbare Energien
- 20% Steigerung der Energieeffizienz

Die festgehaltenen Ziele sind für Luxemburg mit großen Anstrengungen zu erreichen und verteilen sich auf mehrere Bereiche: Verkehr, Industrie, Haushalte sowie öffentliche Einrichtungen. Insbesondere das Reduktionsziel für Treibhausgase konnte bisher nur durch die sogenannten ‚flexiblen Maßnahmen‘ außerhalb Luxemburgs erreicht werden. Um die festgehaltenen Ziele Luxemburgs noch zu überbieten sollen weitere Politikfelder untersucht werden.

Hauptstandort:
Altenkesseler Str. 17, Geb. A1, D-66115 Saarbrücken
Telefon +49 681 9762-840, Telefax +49 681 9762-850
E-Mail: izes@izes.de
Steuernummer: 040/140/24153
USt-IdNr.: DE138113796
Registergericht Saarbrücken: HRB 8499

Büro Berlin:
Zimmerstr. 11, D-10969 Berlin
Telefon +49 30 526 892-21
Telefax +49 30 688 39 152

Aufsichtsratsvorsitzende: Ministerin Anke Rehlinger
Wissenschaftlicher Leiter: Prof. Dr. Uwe Leprich
Stellv. Wissensch. Leiter: Prof. Frank Baur
Geschäftsführer: Dr. Michael Brand, Dr. Rudolph Brosig
Bankverbindung: Sparkasse Saarbrücken,
IBAN : DE 71590501010000653881
BIC : SAKSDE55XXX
Landesbank Saar Girozentrale,
IBAN: DE65 5905 0000 0005 3160 05
BIC: SALADE55XXX

Die Ziele sind also klar, die Mittel, um diese zu erreichen, wurden in bislang 2 Aktionsplänen aufgezeichnet. Diese zu prüfen und weiter zu entwickeln sind daher Hausaufgaben, die zu machen sind. Dies auch deshalb, weil Luxemburg bei der UN-Klimakonferenz 2015 in Paris die EU-Präsidentschaft innehat.

Klimapolitische Verantwortung muss auf allen Entscheidungsebenen übernommen werden: fiskalische Maßnahmen sind dabei ebenso wichtig wie finanzielle Unterstützungen und Gesetze. Auch die Abgeordnetenkammer Luxemburgs möchte hier Verantwortung übernehmen und wird daher eine Orientierungsdebatte mit einem Bericht über die politischen Orientierungen und die gesetzlichen Rahmenbedingungen für eine Klimaschutz- und Energiestrategie Luxemburgs durchführen. Diese Debatte möchte die IZES gGmbH wissenschaftlich unterstützen.

2 Leistungen der IZES gGmbH

Das IZES – ein An-Institut an der Hochschule für Wirtschaft und Technik in Saarbrücken mit rund 45 wissenschaftlichen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern – sieht sich auf Grund seines Know-hows und seiner umfassenden Kenntnisse der Luxemburger Energiewirtschaft hervorragend in der Lage, Luxemburg bei der Erarbeitung einer Klimaschutz- und Energiestrategie zu unterstützen und wissenschaftlich zu beraten.

Ausgangspunkt der Unterstützung ist das Grundlagenpapier des „2. Nationalen Aktionsplan Klimaschutz vom 22. Mai 2013“ sowie der „Plan national pour unecroissanceintelligente, durable et inclusive, Luxembourg 2020“.

2.1 Analyse und Kommentierung der Grundlagenpapiere

Die beiden erwähnten Grundlagenpapiere sollen wissenschaftlich analysiert und kommentiert werden. Daraus resultieren Ergänzungs- und Veränderungsvorschläge. Hierzu ist möglicherweise auch eine Auswertung weiterer Input-Papiere zu ausgewählten Themenbereichen erforderlich.

2.2 Analyse ausgewählter Politikfelder

Die beiden Säulen einer nachhaltigen Energiepolitik sind der Ausbau der erneuerbaren Energien und die Förderung der Energieeffizienz. Beide Säulen spielen in den Sektoren private Haushalte, Industrie und Gewerbe sowie Verkehr eine herausragende Rolle.

Im Rahmen dieser Teilleistung sollen insbesondere folgende Bereiche für Luxemburg analysiert werden:

- Effizienzsteigerung im Altbaubereich
- Ausbau erneuerbarer Energien zur Stromerzeugung inkl. flexible Maßnahmen außerhalb Luxemburgs
- Nutzung erneuerbarer Energien im Verkehrsbereich inkl. Elektromobilität

Hierbei sollen u.a. die folgenden Fragen diskutiert werden:

- Sind die bestehenden Mittel/ Instrumente jeweils geeignet, die Ziele zu erreichen?
- Warum haben bestimmte Mittel/ Instrumente gegriffen, warum andere nicht?
- Welche zusätzlichen Mittel/ Instrumente erscheinen sinnvoll und notwendig?

2.3 Analyse von Rückwirkungen auf die Luxemburger Wirtschaft

Der Energiesektor ist ein wichtiger Sektor innerhalb einer Volkswirtschaft. Daher haben Aktivitäten in diesem Sektor immer auch erhebliche Rückwirkungen auf die übrige Wirtschaft – sei es durch Investitionsimpulse, Import- und Exportveränderungen oder Einflüsse auf die Preise. In dieser Teilleistung werden diese Rückwirkungen in ihrer Gesamtheit analysiert und qualitativ (und wo möglich quantitativ) abgeschätzt.

2.4 Unterstützung von inhaltlichen Workshops

Diese Teilleistung beinhaltet die Begleitung von möglichen Workshops nach Politikfeldern inkl. eventuellen Vor- und Nachbereitungen.

So zum Beispiel in den Politikfelder :

- EU-Klima- und Energiepolitik
- Effizienzsteigerung bei Altbausanierungen in L (Besitzer, Mieter)
- Erneuerbare Energien in L

2.5 Laufende Berichterstattung sowie Abschlussbericht mit Empfehlungen

Die wissenschaftliche Begleitung soll eine laufende Berichterstattung zum Stand der Diskussion beinhalten sowie einen Abschlussbericht mit Empfehlungen.

3 Leistungen des Auftraggebers

Der Auftraggeber stellt der IZES gGmbH sämtliche Unterlagen zur Verfügung, die für die Leistungserbringungen nach Abschnitt 2 notwendig sind.

4 Nebenabsprachen

Die IZES gGmbH verpflichtet sich, die ihr anvertrauten Daten vertraulich zu behandeln. Eine Weitergabe an Dritte (z.B. Unterauftragnehmer) bedingt die schriftliche Einwilligung des Auftraggebers.

5 Zeitplanung

Nach Beauftragung kann kurzfristig mit den Arbeiten begonnen werden, spätestens jedoch zum 1. Dezember 2014.

Die Bearbeitungszeit wird mit 5 Monaten abgeschätzt; der Abschluss ist für den April 2015 geplant.

6 Vergütung

Die Abrechnung der Leistungen der IZES gGmbH erfolgt anhand des tatsächlichen Aufwandes.

Dabei wird jede wissenschaftliche Personenstunde mit 100,00 € je Stunde abgerechnet. Reisekosten nach Luxemburg werden nach tatsächlichen Kosten im Falle von öffentlichen Verkehrsmitteln, bei Nutzung eines PKWs mit 0,30 €/km abgerechnet.

Die Gesamtsumme der abrechenbaren Leistungen der IZES gGmbH ist dabei begrenzt auf maximal 50.000,00 €.

Alle Preise sind netto.

Für zusätzliche, vom Auftraggeber gewünschte Leistungen wird eine entsprechende Vergütung zwischen Auftraggeber und Auftragnehmer vereinbart.

7 Zahlungsbedingungen

Die Zahlung erfolgt jeweils innerhalb von 14 Tagen ohne Abzug nach Rechnungseingang beim Auftraggeber. Die Stellung von Teilrechnungen erfolgt entsprechend dem Projektfortschritt.

8 Gewährleistung

Die IZES gGmbH sichert für die Auftragsbearbeitung eine sorgfältige, lückenlose und fachgerechte Bearbeitung gemäß dem derzeitigen Stand der Wissenschaft und Technik zu. Die Bearbeitung des Auftrages erfolgt neutral und unabhängig und hat ausschließlich die optimale Lösung der gestellten Aufgabe zum Ziel. Die Gewährleistung der IZES gGmbH erstreckt sich unter Ausschluss aller sonstigen Ansprüche nur auf den kostenlosen Ersatz durch Mängelbeseitigung oder, soweit dies nicht möglich ist, auf die Neuerstellung eines mangelhaften Werkes.

9 Bindefrist

Die Bindefrist für das Angebot beträgt vier Wochen. Wir hoffen, dass dieses Angebot Ihren Vorstellungen entspricht, und sichern Ihnen eine sorgfältige, neutrale und fachgerechte Bearbeitung zu.

Bei Fragen steht Ihnen Frau Eva Hausergerne zur Verfügung.

Mit freundlichen Grüßen

Dr. Michael Brand

Dr. Rudolph Brosig

Anlage:

Die IZES gGmbH

Die IZES gGmbH (Institut für ZukunftsEnergieSysteme) wurde im Status eines An-Instituts der Hochschule für Technik und Wirtschaft (HTW) des Saarlandes im November 1999 auf Initiative des Landes Saarland, einzelner Energieunternehmen und Energiedienstleister sowie der Universität des Saarlandes und der HTW zunächst unter der Trägerschaft des Vereins ZES e.V. gegründet. Nach einer Verschmelzung mit der saarländischen Energieagentur (AZES) ist das IZES seit 2005 eine gemeinnützige GmbH.

Die IZES gGmbH betreibt angewandte Forschung, Entwicklung und Politikberatung in den Feldern Energieeffizienz, erneuerbare Energien, Gebäude, Stoffströme und Energiemärkte. In diesen Bereichen initiiert IZES auch die wissenschaftliche Begleitung und Bearbeitung von Kooperationsprojekten mit regionalen, überregionalen und europäischen Partnern und Forschungseinrichtungen.

Zu den zentralen Aktivitäten des IZES zählt die Entwicklung und Analyse von Systemen und Politiken zur Realisierung einer zukunftsfähigen, dezentralen und am Markt orientierten Energieversorgung, basierend auf Erneuerbaren Energien, nachwachsenden Rohstoffen und Energieeffizienz. Hierbei sind die Ausarbeitung und Evaluierung politischer Rahmenbedingungen, Förderprogrammen und marktbasierter Mechanismen von besonderer Bedeutung. IZES entwickelt daher auch neue Geschäftsmodelle im Bereich der Energiewirtschaft und für Klimaschutz-Strategien.

Die IZES gGmbH beschäftigt derzeit rund 45WissenschaftlerInnen unterschiedlicher Disziplinen. Dazu gehören Maschinenbauingenieure, Bauingenieure, Agraringenieure, Wirtschaftsingenieure, Volkswirte, Sozial- und Geisteswissenschaftler, Psychologen, Informatiker, Juristen und Naturwissenschaftler, die interdisziplinär und projektbezogen zusammen arbeiten. Regelmäßig stehen zudem fortgeschrittene Studierende technischer, wirtschafts- und naturwissenschaftlicher Fachrichtungen für Studien- und Diplomarbeiten sowie im Rahmen praktischer Studienphasen zur Verfügung.

Der Tätigkeitsbereich der IZES gGmbH erstreckt sich von der Umsetzungsbegleitung kleinerer regionaler Projekte im Saarland bis hin zu wissenschaftlichen Großvorhaben mit internationaler Ausrichtung. Zu den Kunden bzw. Fördermittelgebern des IZES zählen u.a. Unternehmen der Privatwirtschaft, öffentliche Einrichtungen, NGO's sowie nationale und europäische Förderinstitutionen. Das IZES ist außerdem gut mit anderen Forschungsinstituten im regionalen, nationalen und europäischen Umfeld vernetzt.

Ausgewählte Referenzen der IZES gGmbH

Analyse von Rahmenbedingungen für die Integration erneuerbarer Energien in die Strommärkte auf der Basis agentenbasierter Simulation

Leprich, U.; Hauser, E.; Deutsches Zentrum für Luft- und Raumfahrt e.V. (DLR) (Krewitt, W.; Nienhaus, K.; Roloff, N.; Weeber, R.; Reeg, M.); Interdisziplinärer Forschungsschwerpunkt Risiko und nachhaltige Technikentwicklung (ZIRN) (Weimer-Jehle, W.; Wassermann, S.; Fuchs, G.); Thomas Kast Simulation Solutions

Gefördert vom Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit, Dezember 2010

Energiewirtschaftliche Perspektiven dezentraler Kraft-Wärme-Kopplung, resp. virtueller Regelkraftwerke innerhalb eines klimaverträglichen Stromsystems

Groß, B.; Guss, H.; Zipp, A.; TSB gGmbH (Simon, R.; Himmel, J.; Scherer, A.)

Im Auftrag der ASUE e.V. (Arbeitsgemeinschaft für sparsamen und umweltfreundlichen Energieverbrauch e.V.), März 2011, 247 S.

Erschließung von Minderungspotenzialen spezifischer Akteure, Instrumente und Technologien zur Erreichung der Klimaziele im Rahmen der Nationalen Klimaschutzinitiative (EMSAITEK), Part 1: Untersuchung eines spezifischen Akteurs im Rahmen der NKI: Klimaschutz durch Maßnahmen von Stadtwerken unter Berücksichtigung betriebswirtschaftlicher Erfordernisse

Horst, J.; Hauser, E.; Bremer Energie Institut (Schulz, W.); Wuppertal Institut für Klima, Umwelt, Energie (Thomas, S.)

Im Auftrag des Bundesministeriums für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit, Februar 2011, 140 S.

Vorbereitung und Begleitung der Erstellung des EEG-Erfahrungsbericht 2011 gemäß § 65 EEG.

Vorhaben III: Netzoptimierung, -integration und -ausbau, Einspeisemanagement

Klann, U.; Ecofys GmbH (Börner, J.); Deutsche Windguard (Wallasch, A.-K.); TU Dortmund (Rehtanz, C.)

Im Auftrag des Bundesministeriums für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit, Juni 2011, 42 S.

Vorhaben IV: Instrumentelle und rechtliche Weiterentwicklung im EEG

Hauser, E.; Leprich, U.; Fraunhofer ISI (Sensfuß, F.); Universität Würzburg, FS Umweltenergierecht (Müller, T.); Becker Büttner Held (Altrock, M.); Fraunhofer IWES (Sterner, M.)

Im Auftrag des Bundesministeriums für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit, Juni 2011, 523 S.

Vorhaben V: Integration der Stromerzeugung aus Erneuerbaren Energien und konventionellen Energieträgern

Horst, J.; Deutsches Zentrum für Luft- und Raumfahrt (Nast, M.); Ecofys GmbH (Nabe, C.); Prof. Dr. Stefan Klinski; Wuppertal Institut für Klima, Umwelt und Energie GmbH (Merten, F.)

Im Auftrag des Bundesministeriums für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit, Juni 2011, 215 S.

Vorbereitung und Begleitung bei der Erstellung eines Erfahrungsberichtes gemäß § 18 Erneuerbare-Energien-Wärmegesetz

Horst, J.; Leprich, U.; Ecofys GmbH; Fraunhofer ISI; Öko-Institut e.V.; Prof. Dr. Stefan Klinski

Im Auftrag des Bundesministeriums für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit, August 2011, vorläufiger Endbericht

Neue Energie für den Zukunftsstandort Saarland. Masterplan für eine nachhaltige Energieversorgung im Saarland

Brand, M.; Frantzen, J.; Leprich, U.

Im Auftrag des Ministeriums für Umwelt, Energie und Verkehr des Saarlandes, Juli 2011, 270 S.

Systemintegration von Erneuerbaren Energien durch Nutzung von Marktmechanismen im Stromsektor

Hauser, E.; Luxenburger, M.; unter Mitarbeit von: Leprich, U.; Britz, M.; Guss, H.; Frantzen, J.; Klann, U.; Scharoch, A.; Zipp, A.

Gefördert mit Mitteln des Bundesministeriums für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit unter dem FKZ 0325180, November 2011, 122 S.

Analyse und Bewertung von Instrumenten zur Markteinführung stationärer Brennstoffzellensysteme

Groß, B.; Zipp, A.; Guss, H.; Brand, M.; Leprich, U.

Im Auftrag des Bundesministeriums für Wirtschaft und Technologie vertreten durch den Projektträger Jülich (PTJ-ERG4), Februar 2012, 93 S.

Einzel- und gesamtwirtschaftliche Analyse von Kosten- und Nutzenwirkungen des Ausbaus der erneuerbaren Energien im deutschen Strom- und Wärmemarkt. Bestandsaufnahme und Bewertung vorliegender Ansätze zur Quantifizierung der Kosten-Nutzen-Wirkungen des Ausbaus erneuerbarer Energien im Strom- und Wärmebereich – Arbeitspaket 1

Horst, J.; Hauser, E.; Leprich, U.; Fraunhofer ISI (Breitschopf, B.; Klobasa, M.; Ragwitz, M.; Sensfuß, F.); Gesellschaft für Wirtschaftliche Strukturforchung mbH (Lehr, U.); Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (Diekmann, J.; Braun, F.; Horn, M.)

Im Auftrag des Bundesministeriums für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit, März 2012.

Sachverständigenauftrag „Analyse und Bewertung von Instrumenten zur Markteinführung stationärer Brennstoffzellensysteme“

Groß, B.; Zipp, A.; Guss, H.; Brand, M.; Leprich, U.

Im Auftrag des Bundesministeriums für Wirtschaft und Technologie, Projektträger Jülich, August 2012, 99 S.

Kompass-Studie: Leitideen für ein Design eines Stromsystems mit hohem Anteil fluktuierender Erneuerbarer Energien

Leprich, U.; Hauser, e.; Grashof, K.; Grote, L.; Luxenburger, M.; Sabatier, M; Zipp, A.

Im Auftrag des Bundesverbandes Erneuerbare Energien e.V. und Greenpeace Energy eG, Juli 2012, 54 S.

IZES/BET/Prof. Bofinger: Stromsystem-Design: Das EEG 2.0 und Eckpfeiler eines zukünftigen Regenerativwirtschaftsgesetzes, Gutachten für das Umweltministerium Baden-Württemberg, Stuttgart, 10. Oktober 2013,

IZES: KWK-Eigenerzeugung in der Energiewende, Analyse und Bewertung der Eigenerzeugung mit KWK in Bezug auf die aktuell diskutierten Änderungsvorschläge vor dem Hintergrund und unter den Perspektiven einer Politik zur konsequenten Umsetzung der Energiewende, Studie für den Bundesverband Kraft-Wärme-Kopplung (BKWK), Berlin, 28. Februar 2014

Weiterentwicklung des Marktdesigns und der Netzregulierung zur Transformation des Stromsystems (TRANS-SYS-D)

Leprich, U.; Hauser, E.; Klann, U., Öko-Institut e.V.; WIP der TU Berlin

Im Auftrag des Bundesministeriums für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit, April 2014

RegEE -Systemintegration, Ausbau und Vermarktungschancen Erneuerbarer Energien im Bereich von Stadtwerken unter Berücksichtigung technischer, wirtschaftlicher und organisatorischer Rahmenbedingungen – Fallstudie am Beispiel der Stadtwerke Trier

Luxenburger, Martin; Hauser, E.; Guss, H.; Noll, F.

Gefördert durch das Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit, Mai 2014

Réponses de S.E.M. Claude Bartolone, Président de l'Assemblée nationale, et de S.E.M. Gérard Larcher, Président du Sénat de la République française, au courrier du 29 octobre 2014 demandant une rencontre avec les représentants de l'Assemblée nationale et du Sénat.

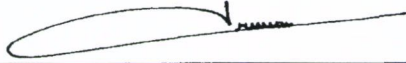
Transmis en copie pour information

- aux membres de la Sous-commission 'Préparation du débat d'orientation avec rapport sur l'orientation politique et sur le cadre d'action en matière de climat et énergie' de la Commission de l'Economie et de la Commission de l'Environnement;

- aux Membres de la Conférence des Présidents

Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Le Secrétaire général de la Chambre des Députés,



CHAMBRE DES DEPUTES

Entrée le:

17 NOV. 2014

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE NATIONALE

LE PRÉSIDENT

PARIS, LE

14 NOV. 2014

Monsieur le Président,

Votre lettre du 29 octobre dernier me demandant de favoriser une rencontre entre les membres de la sous-commission compétente en matière de climat et d'énergie de votre parlement et les députés français ayant participé à l'examen du projet de loi sur la transition énergétique a retenu toute mon attention.

Il est évident que dans ce domaine, aucune solution ne peut être d'ordre strictement national et qu'à défaut d'une véritable politique européenne de l'énergie, il importe que les pays limitrophes puissent établir entre eux un dialogue fécond, les choix énergétiques des uns influant directement sur ceux des autres.

Je vais donc demander à M. François Brottes, Président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi et Président de la commission des affaires économiques, accompagné des rapporteurs du texte, de recevoir la délégation luxembourgeoise.

J'invite vos collaborateurs de la chambre des députés du Grand-Duché à entrer en contact avec le secrétariat de la commission des affaires économiques (+33 1 40 63 25 26 ou +33 1 40 63 25 27) afin que puisse être organisée cette rencontre dans les meilleurs délais.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée.



Claude BARTOLONE

Monsieur Mars DI BARTOLOMEO
Président de la Chambre des Députés
Grand-Duché de Luxembourg
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 LUXEMBOURG



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Entrée le:

17 NOV. 2014

Monsieur Mars DI BARTOLOMEO
Président de la Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 LUXEMBOURG

LE PRÉSIDENT

Paris, le 5 novembre 2014

Réf. : GL/XM/ob/RE-1976-14

Monsieur le Président,

Cher collègue,

Par lettre en date du 29 octobre 2014, vous m'avez indiqué que la sous-commission instituée par la Chambre des Députés du Luxembourg, chargée de préparer un débat d'orientation concernant la politique du Luxembourg en matière de climat et d'énergie, souhaite pouvoir rencontrer des représentants du Sénat.

Notre assemblée a en effet été saisie du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte, qu'elle examinera en séance publique en début d'année 2015.

Je suis très heureux que ces travaux suscitent l'intérêt des membres de votre assemblée et c'est bien volontiers que je relaie votre demande auprès de mes collègues présidents des commissions des Affaires économiques et du Développement durable, qui seront plus particulièrement en charge de la préparation de l'examen de ce texte. M. Xavier MOAL¹, conseiller au sein de mon cabinet, pourra constituer le point d'entrée pour vos services afin de faciliter la venue de votre délégation.

De manière générale, je crois beaucoup aux échanges entre les Parlements de l'Union européenne et je souhaite que le Sénat développe très fortement ses relations de travail avec les différentes assemblées parlementaires des Etats membres. Je forme donc le vœu que nos deux assemblées puissent avoir à l'avenir de fructueux échanges de travail sur de nombreux sujets.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Gérard Larcher

Gérard LARCHER

¹ Xavier MOAL : Tél. : 01 42 34 30 79 - x.moal@senat.fr



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Bureau

Extrait du procès-verbal de la réunion du 17 octobre 2014

M. Timon Oesch

Secrétaire-administrateur de la sous-commission « préparation du débat d'orientation avec rapport sur l'orientation politique ainsi que le cadre d'action en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2020-2030 »

IV.- Divers

3. Préparation du débat d'orientation avec rapport sur l'orientation politique ainsi que le cadre d'action en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2020-2030

Le Bureau est saisi d'une demande de la sous-commission «préparation du débat d'orientation avec rapport sur l'orientation politique et sur le cadre d'action en matière de climat et d'énergie» de pouvoir disposer de l'expertise d'un organe externe, en l'occurrence l' « Institut für ZukunftsEnergieSysteme (IZES) » de Sarrebruck, afin de préparer le débat dont elle est chargée.

M. Henri Kox, Président de la sous-commission, expose les motifs à la base de cette demande et place la thématique également dans le contexte du travail parlementaire en général.

En effet, il s'agit d'alimenter les débats des députés en commission par des idées nouvelles et fondées scientifiquement. Ainsi, l'on pourrait donner plus de substance à certains dossiers pour arriver à des résultats et solutions concrets. En aucun cas ces experts ne seraient censés prendre le rôle du secrétaire-administrateur de la commission ou faire le travail du député. Les rapports de ces experts externes ne pourraient jamais être les rapports de la commission!

Une discussion sur le déficit d'expertise au sein de la Chambre et la nécessité de s'assortir des compétences nécessaires a eu lieu par la suite. Les députés constatent que face à une complexité et une technicité toujours croissante des sujets débattus, il faut se donner tous les moyens nécessaires pour accomplir le travail correctement. L'idée d'une sorte de « backoffice scientifique » est formulée. Les députés présents sont unanimes pour dire qu'il sera indispensable que la Chambre ait recours à des experts externes pour certains dossiers. Afin de bien cerner la mission de tels experts, il faudra élaborer un cahier des charges qui détermine les prestations à fournir et fixe un cadre financier précis.

Un député se demande s'il ne serait pas possible de charger plutôt des experts luxembourgeois que des experts étrangers. La question d'une collaboration avec l'Université

du Luxembourg, le cas échéant, dans le contexte de la chaire de recherche en études parlementaires est également évoquée.

Le Secrétaire général précise que la recherche menée dans le contexte de la chaire de recherche est essentiellement axée sur des thèmes de science politique, notamment dans les domaines de la démocratie, de la législation et de la politique, comparés en Europe. Les études PARLUX et CIVILEX en sont les principaux projets. Des études sur les élections ont également été commanditées auprès de l'Université du Luxembourg. Etant donné que l'expertise requise par la sous-commission «préparation du débat d'orientation avec rapport sur l'orientation politique et sur le cadre d'action en matière de climat et d'énergie» relève d'un tout autre domaine de compétences, une collaboration avec l'Université du Luxembourg ne se prête guère en l'espèce.

L'alimentation des débats à la Chambre des Députés par le biais d'experts externes est un sujet qui tient à cœur du Secrétaire général depuis des années. Aujourd'hui, il constate avec satisfaction que les députés décident de se pourvoir des expertises nécessaires pour accomplir un travail relevant de domaines de plus en plus vastes et compliqués. D'ailleurs, les chambres professionnelles mettent en œuvre depuis des années des moyens financiers considérables à ce niveau. Au vu des réticences des Bureaux précédents, de telles dépenses n'ont pas été budgétisées pour 2015. En attendant l'établissement du budget de 2016 afin de budgétiser à nouveau ces frais, ils devront être imputés à la réserve pour 2015.

Le Président est d'avis qu'il est impératif de s'enquérir sur ce qui se passe sur le terrain. A son avis il faut regrouper toutes les initiatives existantes afin d'aboutir à un concept cohérent. Il suggère de plafonner les missions d'expertise à un montant maximal de 50.000€ pour éviter le lancement d'un marché public.

Finalement, le Président résume les discussions comme suit :

- Sur demande et avis favorable du Bureau les commissions parlementaires ont la possibilité de s'assortir d'experts externes pour un dossier précis.
- Toutes les missions et activités des experts doivent être décrites dans un cahier de charge à établir par la/les commission/s intéressée/s. Le cahier de charge est soumis, de préférence, à plusieurs prestataires potentiels.
- Le budget maximal disponible pour une mission d'expertise de ce genre est de 50.000€. Une fois arrêté d'un commun accord, le budget initialement prévu au cahier de charges ne pourra être dépassé.

Les Présidents des commissions parlementaires seront informés de cette décision du Bureau au cours d'une prochaine réunion des Présidents de commissions.

Les membres du Bureau donnent leur accord de principe à la demande de la sous-commission «préparation du débat d'orientation avec rapport sur l'orientation politique et sur le cadre d'action en matière de climat et d'énergie» de s'assortir d'un expert externe.

Luxembourg, le 19 novembre 2014



Claude Frieseisen
Secrétaire général de la Chambre des Députés